

## Comprendre le PIB et les comptes économiques

Calculé chaque année, le produit intérieur brut (PIB) permet de suivre l'état de santé de l'économie et de mesurer l'évolution de l'activité économique.

---

### Qu'est-ce que le PIB ?

---

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse créée par une économie au cours d'une période donnée (en général une année, parfois un trimestre).

La richesse s'entend ici au sens de richesse créée par les activités de production. On parle également de **valeur ajoutée**.

Pour mieux comprendre ce qu'est la valeur ajoutée, prenons l'exemple d'un boulanger. Son activité consiste à produire du pain. Pour ce faire, il a notamment besoin de farine et d'électricité : ce sont ses **consommations intermédiaires**. La richesse qu'il crée par son activité, c'est la différence entre la valeur du bien qu'il produit, et la valeur de ses consommations intermédiaires.

Ainsi, si pour produire une baguette de pain à 100 F.CFP, il doit dépenser 30 F.CFP de farine et 15 F.CFP d'électricité, sa valeur ajoutée est de 55 F.CFP (100-30-15).

Pour tout producteur de biens ou de services (boulangier, chauffeur routier, coiffeur...), on calcule sa valeur ajoutée de la même façon. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur le territoire.

---

### A quoi sert la richesse produite ?

---

La richesse produite sert principalement à rémunérer le travail des salariés et des personnes travaillant à leur compte. Le reste revient aux entreprises et aux administrations publiques (impôts).

Les ménages utilisent leurs revenus pour consommer des biens et des services ou épargner (par exemple en vue d'acheter un logement). Les entreprises utilisent leur part pour financer les moyens nécessaires à leur production (usines, machines, locaux, etc.). Les administrations publiques s'en servent pour financer les investissements publics (écoles, hôpitaux, routes, etc.).

Le PIB, qui mesure la richesse produite, correspond donc également à l'ensemble des revenus distribués, mais aussi à la consommation et à l'investissement et donc à la dépense.

---

## Les limites du PIB

---

L'utilisation du PIB comme indicateur de richesse produite est parfois critiquée car il ne représente que la valeur des échanges économiques. Il ne prend pas en compte certaines productions, comme les activités bénévoles ou domestiques. Par ailleurs, il ne reflète pas les dommages causés à l'environnement et aux ressources naturelles par le processus de production.

Le PIB ne montre pas non plus dans quelle mesure les revenus sont répartis de manière équitable ou non entre les habitants, et ne peut suffire pour mesurer le bien-être d'une population.

---

## Comment le PIB est-il calculé ?

---

Le PIB est calculé dans le cadre des **comptes économiques**.

Les comptes économiques ne se limitent pas au calcul du PIB. Ils s'attachent à donner une vision schématique et quantifiée de l'ensemble des échanges économiques du territoire, établie en conformité avec les normes internationales définies par l'ONU. Ainsi, depuis 1998, les comptes économiques de Nouvelle-Calédonie suivent la nomenclature du Système Européen des Comptes (SEC 95), qui est une adaptation à l'échelle européenne des normes de l'ONU.

- **Le Tableau Entrées-Sorties (TES)**

Le Tableau Entrées-Sorties (TES) est le résultat principal des comptes économiques. Il présente, pour chaque grand type de produit intervenant dans l'économie du territoire (minerais de nickel, produits des industries agro-alimentaires, BTP...), les **ressources** disponibles (« Entrées ») et les **emplois** qui en sont faits (« Sorties »).

- **Les ressources**

Les ressources sont principalement constituées de la **production** (pour les biens et services produits sur le territoire) et des **importations** (pour ceux qui viennent de l'extérieur). On y inclut également des éléments qui entrent dans la composition du prix à payer pour pouvoir acquérir ces produits. Il s'agit des marges commerciales, des impôts et des subventions sur les produits.

Les **marges commerciales** représentent le coût de la distribution du produit auprès du consommateur. Il s'agit en fait de la production des activités de commerce, que l'on répartit en fonction des produits commercialisés.

Les **impôts sur les produits** sont des impôts dont le montant dépend de la quantité de biens et services produits ou importés. Il s'agit par exemple des droits à l'importation, de la taxe de solidarité sur les services (TSS) ou encore de la taxe sur les spectacles et les jeux.

De la même façon, les **subventions sur les produits** sont des subventions versées par les administrations publiques, et dont le montant dépend des quantités produites. Elles sont comptabilisées en négatif, car leur montant vient diminuer le prix de vente au consommateur. Il s'agit principalement de subventions aux productions agricoles versées par l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA).

On introduit également dans la partie Ressources du TES la **correction CAF/FAB**. Pour chaque produit, la valeur des importations indiquée dans le TES est une valeur Coût Assurance Fret (CAF),

c'est-à-dire qu'elle inclut les coûts de transport et d'assurance de ces biens. C'est en effet ainsi qu'elle est comptabilisée dans les statistiques douanières. Or, les normes internationales en vigueur pour le calcul du PIB imposent de mesurer les importations Franco A Bord (FAB), c'est-à-dire sans inclure ces coûts de transport et d'assurance. Ces coûts sont donc déduits du total des importations et comptabilisés séparément.

#### - **Les emplois**

On distingue quatre types d'emplois :

- la consommation
- l'investissement
- les variations de stocks
- les exportations.

La **consommation** d'un produit implique son utilisation pour satisfaire un besoin ou un désir (cas des ménages et des administrations publiques), ou dans le cadre d'un processus de production (cas des entreprises).

Dans ce dernier cas, on parle de **consommation intermédiaire**. Le TES indique le total des consommations intermédiaires de chaque produit, ainsi que les montants consommés par chaque branche d'activité.

Dans les autres cas de figure, on parle de **consommation finale**. Celle-ci peut être le fait :

- des ménages. Par convention, tous les produits acquis par les ménages sont consommés, à l'exception de leurs achats de logements.
- des administrations publiques. Elles consomment leur propre production non marchande (services d'enseignement, de justice...).

L'investissement, ou **formation brute de capital fixe (FBCF)**, consiste en l'achat de biens d'équipements (machines industrielles, véhicules...) ou de bâtiments destinés à être utilisés au moins un an dans le processus de production. Il est principalement le fait des entreprises et des administrations publiques. Les achats de logement réalisés par les ménages sont également comptabilisés comme de la FBCF.

#### • **Le calcul du PIB**

Pour chaque produit, le total des ressources doit logiquement être égal au total des emplois.

Il en résulte que l'on peut calculer le PIB de plusieurs façons différentes.

##### Approche « production »

PIB = valeur ajoutée + impôts sur les produits – subventions sur les produits

= production – consommations intermédiaires + impôts sur les produits – subventions sur les produits

##### Approche « demande »

PIB = consommation finale + FBCF + variations de stocks + exportations – importations

Il existe une troisième façon de calculer le PIB, l'approche « revenus », qui n'est pas utilisée en Nouvelle-Calédonie car les données sources nécessaires sont insuffisantes.

- **Méthodologie**

La production est estimée à l'aide de différentes sources : déclarations des entreprises servant au calcul de l'impôt sur les sociétés, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapports annuels d'entreprises, rapports d'activités de certaines administrations, comptes administratifs des collectivités et établissements publics. Le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et de la balance des paiements établie par l'Institut d'Emission d'Outre-Mer.

Les données sur les impôts et subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public.

Si le total des marges commerciales est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare.

La correction CAF/FAB est calculée par solde entre le montant des importations de biens donné par les statistiques douanières (valorisation CAF) et par celui fourni par la balance des paiements (valorisation FAB).

Parmi les emplois, les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution d'un certain nombre de données (production du BTP, évolution du nombre de constructions achevées, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est évaluée pour l'essentiel par solde.

---

## Les comptes rapides

---

Compte tenu du nombre important de données à traiter et de leur date de disponibilité, les comptes économiques de l'année N sont disponibles au plus tôt l'année N+3.

Pour pallier ce délai relativement long, les comptes rapides fournissent une estimation du PIB et des principales données macroéconomiques des trois années précédentes.

L'outil utilisé pour la réalisation des comptes rapides est un modèle de type input-output quasi-comptable dérivé de TABLO, et développé dans le cadre du partenariat CEROM<sup>1</sup>. Cet outil permet de projeter le dernier Tableau Entrée-Sorties disponible, issu des comptes définitifs, en fonction d'hypothèses d'évolution en volume et en valeur. Un certain nombre de données déjà connues sont également utilisées : l'activité du nickel, les résultats du commerce extérieur, le nombre de salariés par branche d'activité, les indices de prix à la consommation et certaines données relatives aux ménages.

Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats sont amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles informations.

---

## Les comptes satellites

---

L'ISEE produit également des comptes satellites, élaborés en conformité avec les concepts de la comptabilité nationale, mais apportant un éclairage plus approfondi sur certains pans de l'économie.

Certains comptes satellites sont élaborés chaque année : c'est le cas du **compte du secteur public**, qui détaille annuellement l'évolution des grands postes de recettes et de dépenses des collectivités locales, de l'Etat, des organismes et caisses de santé (hôpitaux, CAFAT, mutuelles), et de l'ensemble des établissements publics du territoire. *Les derniers comptes du secteur public sont à consulter dans la page [Finances publiques](#).*

D'autres comptes sont réalisés à un rythme plus irrégulier : les comptes de l'éducation (*à consulter dans la page [Enseignement](#)*) et les comptes du tourisme (*à consulter dans la page [Tourisme](#)*).

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur CEROM, voir la rubrique Publications/Etudes CEROM